



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83097 – TOULON CEDEX

MARCHE DE SURVEILLANCE ET DE GARDIENNAGE DES INSTALLATIONS PORTUAIRES ET DU CAMPUS DE LA GRANDE TOURRACHE POUR LA CCI DU VAR

Marché passé en application des articles R.2123-1-3, R.2123-4, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3
du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Le présent CCAP comprend 19 feuillets numérotés de 1 à 19

SOMMAIRE

CHAPITRE I – GENERALITES

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE
ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES
ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES

ARTICLE 5 – PRIX
ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX
ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION
ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 9 - AVANCE

CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 10 – NATURE DE LA PRESTATION
ARTICLE 11 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION - PENALITES
ARTICLE 12 – CALENDRIER MENSUEL D'EXECUTION DES PRESTATIONS
ARTICLE 13 – DOCUMENTS ECRITS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE ET DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE
ARTICLE 14 – MODALITE DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE – MARCHES SUBSEQUENTS
ARTICLE 15 – ORGANISATION DU TRAVAIL
ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANTS
ARTICLE 17 – SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION
ARTICLE 18 – MESURES DE SECURITE ET DE SURETE
ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNES PERSONNELLES

CHAPITRE IV – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 20 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS

CHAPITRE V – RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 21 – RESILIATION
ARTICLE 22 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE
ARTICLE 23 – LITIGES
ARTICLE 24 – DISPOSITIONS DIVERSES
ARTICLE 25 – CLAUSES DE REEXAMEN
ARTICLE 26 – EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE
ARTICLE 27 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE
ARTICLE 28 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

CHAPITRE I – GENERALITES

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot.

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent marché est allotie en 2 lots décomposés comme suit :

Lot n°1	Marché de surveillance et de gardiennage des installations portuaires de la CCI du Var
Lot n°2	Marché de surveillance et de gardiennage du Campus de la Grande Tourrache de la CCI du Var

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement propre à chaque lot et ses annexes,
2. le Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvés par arrêté du 19 janvier 2009,
5. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents,
6. Les bons de commande,
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
8. Les normes, DTU, avis techniques applicables aux prestations ainsi que les textes réglementaires en vigueur,
9. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre pour le lot concerné,

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire du marché devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours calendaires après réception de la notification du présent marché, conformément à l'article 13 du présent CCAP.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du VAR chaque année pendant la durée du marché. Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

ARTICLE 4.1 – RESPECT DES OBLIGATIONS RESULTANT DES LOIS ET REGLEMENTS RELATIFS A LA PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 21-1 du présent CCAP.

ARTICLE 4.2 – HYGIENE

Le titulaire devra respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Il respecte les plans de prévention dûment établis par ses soins, en coordination avec la CCI du VAR, avant tout commencement d'exécution de la prestation.

ARTICLE 4.3 – TRAVAILLEURS ETRANGERS

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

ARTICLE 4.4 – TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leurs rémunérations par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché devra être conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4.5 – LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL

Le titulaire du marché devra soumettre à la CCI du Var, avant tout commencement d'exécution des prestations, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution du présent marché ainsi que le nom, la qualité et les coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations. Cette liste devra être tenue à jour mensuellement et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un salarié cesse ou commence son travail. En tout état de cause, les qualifications du personnel proposé devront être en rapport avec la technicité des prestations considérées.

ARTICLE 4.6 – VETEMENTS DE TRAVAIL

Tout le personnel du titulaire affecté à l'exécution du présent marché, devra porter une tenue de travail propre et correcte, éventuellement de protection, en vigueur dans son entreprise et, y compris pour le personnel d'encadrement, l'insigne spécifique de son entreprise. Tout salarié du titulaire non revêtu de son vêtement de travail, sans insigne ou dans une tenue négligée ne sera pas admis à l'exécution de la prestation.

ARTICLE 4.7 – COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction.

ARTICLE 5 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant les prix forfaitaires et globaux pour la partie forfaitaire du marché (uniquement lot n°1) et les prix unitaires pour la partie à bon de commande tels qu'indiqués dans l'acte d'engagement et ses annexes propre au lot concerné.

Partie forfaitaire (Lot n°1) :

Les fournitures ou prestations définies au CCTP seront réglées par application du prix global et forfaitaire tel qu'indiqué à l'article 5-1 de l'acte d'engagement.

Partie à bons de commande (Lots n°1 et 2) :

Les fournitures ou prestations définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement de chaque lot).

Partie à marchés subséquents (Lots n°1 et 2) :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (annexe n°1 de l'acte d'engagement du lot n°1) et dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°2 à l'acte d'engagement pour le lot n°1 et annexe n°1 à l'acte d'engagement pour le lot n°2) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent marché.

Les fournitures ou prestations seront réglées par application des prix figurant dans l'offre remise par le titulaire au titre du marché subséquent.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite des sites concernés
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution de la prestation et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent marché

ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m0).

Les prix sont indiqués aux annexes financières à l'acte d'engagement (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire / Bordereau de prix Unitaires).

Les prix sont révisibles annuellement à la hausse comme à la baisse à la date de reconduction du marché (date anniversaire de la notification) selon la formule suivante :

$$P = Po (0.15 + 0.85 \cdot \frac{IPN}{IPNo})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT de la prestation

Po = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0, soit le mois de la date limite de réception des offres.

IPN = est la valeur de l'indice de prix de production des services aux entreprises base 100 - 2021 – Service de sécurité – **Identifiant : 010766543** - Valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

IPNo = est la valeur de l'indice de prix de production des services aux entreprises base 100 - 2021 – Service de sécurité – **Identifiant : 010766543** - Valeur de l'indice de référence prise au mois m0 (soit le mois de la date limite de réception des offres).

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant la période de renouvellement. Les nouveaux prix ainsi définis s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la reconduction du marché et sur la période d'exécution concernée (12 mois).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision devra parvenir à la CCI du Var, par tous moyen à la convenance du titulaire permettant de donner date et heure certaine à sa réception, dans un délai de deux mois à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.
Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

•Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)

•La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 9 – AVANCE

L'option A s'applique.

Conformément aux articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance est versé à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19 du code de la commande publique.

CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION

ARTICLE 10 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de surveillance et de gardiennage des installations portuaires et du Campus de la Grande Tourrache pour la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot.

Les besoins à satisfaire portent sur le gardiennage des installations et bâtiments suivants :

Lot n°1 :

- Port de Toulon Côte d'Azur – Toulon
- Port de Brégaillon – La Seyne sur Mer
- Môle d'Armement – La Seyne sur Mer
- Parking Port Marchand

Lot n°2 :

- Campus de la Grande Tourrache
- Bâtiment du Palais de Commerce et de la Mer
- Siège et antennes

ARTICLE 11 – DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

ARTICLE 11-1 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché, pour une première période d'un an à compter de la date effet indiquée. Passée cette date, le présent marché pourra se renouveler par tacite reconduction pour trois périodes supplémentaires d'une année.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur pourra signifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 4 mois avant l'échéance annuelle.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

ARTICLE 11-2 – DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution et les horaires d'intervention sont fixés au Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot et/ou dans les bons de commandes.

ARTICLE 11-3 – PENALITES – CLAUSE PENALE

ARTICLE 11-3-1 Pénalités

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Pénalités pour non-respect du calendrier d'exécution :

5 % du montant forfaitaire de la prestation par manquement constaté.

Pénalités pour non-respect des prestations prévues au cahier des charges :

5 % du montant forfaitaire de la prestation par manquement constaté.

Pénalités pour absence de matériel dont doit disposer l'agent :

50 € par manquement.

Pénalités pour non-respect du code vestimentaire :

50 € par manquement.

Pénalités pour absence totale d'un agent durant la vacation prévue :

300 € par manquement.

Pénalités pour retard d'un agent durant la vacation prévue inférieur à 30 mn :

50 € par manquement.

Pénalités pour retard d'un agent durant la vacation prévue compris entre 30 mn et 1 heure :

75 € par manquement.

Pénalités pour retard d'un agent durant la vacation prévue supérieur à 1 heure :

100 € par manquement auquel s'ajoutera 25 € par heure supplémentaire de retard.

Départ anticipé d'un agent lors de la vacation prévue :

100 € par manquement auquel s'ajoutera 50 € par heure de vacation non réalisée.

En sus des pénalités, les prestations non exécutées ne pourront faire l'objet de paiement.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 11-3-2 Clause pénale

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 11-3-1, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent accord-cadre, le titulaire encourt outre la résiliation de l'accord-cadre prévue à l'article 21-1 du présent C.C.A.P, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant de l'accord-cadre par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 12 – CALENDRIER MENSUEL D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire proposera à la CCI du VAR au minimum 5 jours avant le commencement du mois suivant un calendrier mensuel d'exécution des opérations de gardiennage pour l'ensemble des sites concernant la partie forfaitaire et ou à bons de commande. Ce calendrier mensuel d'exécution indiquera les noms et prénoms des personnes affectés et leurs plages horaires d'intervention.

ARTICLE 13 – DOCUMENTS ECRITS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE ET DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

Désignation des documents	Délais	Articles du CCAP définissant les documents
Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle	8 jours à dater de la notification de l'accord-cadre et au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.	Article 3
Plan de prévention	Avant tout commencement d'exécution de la prestation	Article 4.2
Liste nominative du personnel affecté à l'exécution du présent accord-cadre + nom, qualité et coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations	Lors de la mise au point de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution de la prestation	Article 4.5
Calendrier mensuel d'exécution des prestations	Au minimum 5 jours avant le commencement du mois suivant	Article 12

ARTICLE 14 – MODALITE DE PASSATION DES COMMANDES - MARCHES SUBSEQUENTS

ARTICLE 14-1 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Le service émetteur du besoin enverra par mail et/ou par courrier une demande au titulaire en détaillant les prestations requises et leurs caractéristiques.

Les bons de commande seront datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur désigné à cet effet. Les bons de commande précisent la nature des prestations, les quantités, les délais et le lieu d'exécution.

Le délai d'exécution des prestations débute à la notification du bon de commande ou à la date d'effet indiquée sur celui-ci.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire concerné dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Toutefois, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

ARTICLE 14-2 – MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent marché seront attribués après consultation du titulaire, sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les prestations attendues et modalités de livraison. Elle se fera par tout moyen, courrier, fax, courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Il devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation du marché. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix.

Pour les prestations ne figurant pas au référentiel de prix, le titulaire s'engage à ce que les prix proposés aux services de la CCI du Var n'excèdent pas ceux pratiqués habituellement pour l'ensemble de sa clientèle. La CCI du Var pourra demander au titulaire de justifier ce point.

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La nature, quantités et lieux de livraison seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

ARTICLE 15 – ORGANISATION DU TRAVAIL

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après.

ARTICLE 15-1 – EFFECTIFS

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites au CCTP et la répartition des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations basées notamment sur les périodicités définies au CCTP, seront fixés par le titulaire dans la liste nominative visée à l'article 4.5 du présent CCAP.

Le titulaire devra appliquer la législation en vigueur pour les modes d'organisation qu'il proposera.

ARTICLE 15-2 – ENCADREMENT DU PERSONNEL

Le titulaire devra obligatoirement affecter au site, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP.

Cet agent sera l'interlocuteur privilégié de la CCI du Var pour toutes les questions ou difficultés nées de l'exécution des prestations.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il devra être disponible et joignable à tout moment de manière à intervenir rapidement et devra se rendre aux convocations de la CCI du Var en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place. Il devra transmettre au personnel en place les remarques et les consignes particulières formulées par la CCI du Var.

ARTICLE 15.3 ACCES AUX LOCAUX

D'une manière générale, le titulaire se conformera au règlement intérieur de chaque établissement concerné et aux obligations particulières régissant l'accès des sites de la CCI du Var. Le règlement particulier lié à chaque site lui sera communiqué en début de marché, ou éventuellement en cours de marché dans la mesure où des mesures complémentaires seraient prises par la CCI du Var.

15.3.1 – ACCES SITES ETABLISSEMENTS PORTUAIRES

La délivrance des badges par les autorités est nécessaire pour l'autorisation d'accès aux locaux des sites de Brégaillon et TCA. Le titulaire devra ainsi préalablement renseigner les imprimés de demande de badges et fournir tous les documents nécessaires à l'établissement des badges qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans l'enceinte de ces sites. Dans le cas où un salarié du titulaire perdrait le bénéfice de l'attribution d'un badge, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à la continuité du service.

15.3.2 – CLEFS

La CCI du VAR pourra doter le titulaire de clés ou tout autre moyen permettant l'accès à certains locaux intéressés par les prestations.

Ces clés ou ces moyens d'accès ne devront ni être remis ni être dupliqués ni être confiés ou dévoilés à un tiers sans l'autorisation expresse du représentant de la CCI du Var. Toute infraction à cette règle sera de nature à mettre en œuvre l'application des sanctions prévues à l'article 21.1 du présent CCAP et à d'éventuelles poursuites judiciaires en cas de problème grave.

En cas de perte ou de vol de ces clés ou moyens d'accès le titulaire avisera aussitôt la CCI du Var. Le titulaire supportera alors tous les frais occasionnés par les changements des moyens d'accès aux locaux. Il supportera également tous les frais engendrés par des erreurs de manipulation des systèmes d'alarme (intervention des sociétés de surveillance).

Ces clés ou moyens d'accès seront restitués à la CCI du Var à l'issue du marché ou en cas de résiliation anticipée.

ARTICLE 15-4 – ETAT DES LIEUX

Un procès verbal d'état des lieux sera dressé dès la prise en charge des installations, en présence d'un représentant dûment habilité de la CCI du Var et du titulaire du marché dans un délai de 15 jours calendaires suivant la notification du marché ou de sa reconduction.

ARTICLE 15-5 – MISE A DISPOSITION DE LOCAL

Pour l'ensemble des sites pour lesquels la prestation est requise, la CCI du Var mettra à la disposition des salariés du titulaire un local salubre pour leur permettre d'une part d'entreposer le matériel nécessaire à l'exécution de la prestation, objet du présent marché et d'autre part de procéder au changement de leurs effets personnels.

Ce local sera fermé à clef ou par tout autre moyen d'accès. Un exemplaire de cette clef ou de ce moyen d'accès sera remis au responsable de l'équipe et un autre exemplaire est conservé par le représentant de la CCI du Var du bâtiment considéré.

Cette clef ou ce moyen d'accès ne devra être ni remis ni être dupliqué ni être confié à un tiers sans l'autorisation expresse du représentant de la CCI du Var assigné à ce bâtiment. Toute infraction à cette règle sera de nature à mettre en œuvre l'application des sanctions prévues aux articles 11.3.2 et 21.1 du présent CCAP et à d'éventuelles poursuites judiciaires en cas de problème grave.

Cette clef ou ce moyen d'accès sera restitué à la CCI du Var à l'issue du marché ou en cas de résiliation anticipée.

ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 4 du présent C.C.A.P.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 11-3-2 et 21.1 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 17 – SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux.

Le cas échéant, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var pourra à tout moment, être amenée à demander au titulaire la suspension momentanée des prestations sur une zone en travaux.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, indispensables à la continuité et au maintien du service.

ARTICLE 18 – MESURES DE SECURITE ET DE SURETE

ARTICLE 18.1 – MESURES DE SECURITE

Le personnel du titulaire devra se conformer et se soumettre aux règles et consignes de sécurité et de sûreté appliquées dans chacun des sites et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. Le titulaire devra de même respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Il respecte les plans de prévention dûment établis par ses soins, en coordination avec la CCI du Var, avant tout commencement d'exécution de la prestation.

Le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ces obligations contractuelles, le marché sera résilié à ses torts et ne saura donner lieu au versement d'indemnités à son égard.

Ainsi, ne pourront pénétrer et circuler dans l'enceinte d'un des sites de la CCI du Var que les représentants du titulaire dûment habilités par les services de sûreté compétents.

Un badge leur sera remis à cet effet. Ils devront le porter de façon apparente et permanente pendant les périodes de présence sur le site.

Ce badge sera personnel et ne devra en aucun cas être confié à un tiers. En cas de perte ou de vol de ce badge, le salarié du titulaire devra en informer immédiatement un représentant du service de sûreté et le représentant de la CCI du Var.

Toute infraction à cette règle sera de nature à entraîner outre l'application des dispositions coercitives contractuelles, les sanctions pénales applicables par le règlement propre au site ou exécutée la prestation.

Si cet accès leur a été interdit en raison de mesures de sûretés particulières et que les salariés sont dans l'impossibilité d'assurer les prestations objet du marché, ils doivent en informer immédiatement le représentant de la CCI du Var. Dans le cas où le personnel n'aurait pas averti ce représentant, et que la prestation ne puisse être assurée dans les conditions contractuelles du présent marché, les sanctions prévues au présent CCAP seront applicables au titulaire.

ARTICLE 18.2 – MESURES DE SURETE PONCTUELLES

De plus, en cas de mise en place d'un dispositif de sûreté propre à un site (vigipirate, vigipirate renforcé, etc,...) ou en vigueur sur l'ensemble du territoire, le personnel du titulaire devra faire preuve d'une vigilance particulière et informer immédiatement les services de sûreté de tout colis suspect.

ARTICLE 18.3 – RESPONSABILITES

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements en vigueur.

Le titulaire ne pourra exercer aucun recours contre la CCI du Var en cas de condamnation encourue par lui ou son personnel.

Le titulaire devra veiller à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises pour éviter des accidents à son personnel ou à des tiers. Il demeure responsable des accidents qui surviendraient. Le titulaire garantit la CCI du Var de toute action qui serait dirigée contre elle pour des faits de cette nature.

ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 21-1 du présent C.C.A.P.

CHAPITRE IV – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 20 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS

Les dispositions des articles 22 à 28 du CCAG FCS s'appliquent.

Les opérations de vérification sont effectuées par la CCI du Var selon une périodicité laissée à sa totale appréciation.

La liste des personnes responsables des sites sera communiquée au titulaire dès notification.

En cas de mauvaise exécution des prestations ou d'inexécution de celles-ci, la CCI du Var appliquera les dispositions prévues à l'article 11-3-1 du présent CCAP et en cas de répétition de ces manquements, les sanctions prévues aux articles 11-3-2 et 21.1 du présent CCAP.

Les prestations non exécutées ou exécutées de manière incorrecte ne pourront faire l'objet de paiement.

Dans le silence de la CCI du Var, dans le délai de 30 jours suivant la réalisation des prestations, celles-ci sont considérées comme admises.

ARTICLE 21 – RESILIATION

ARTICLE 21.1 – RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent accord-cadre, la CCI du Var serait en droit de résilier l'accord-cadre de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 11-3-2 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution de l'accord-cadre aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 21.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation de l'accord-cadre.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 5 %.

En cas de changement de délégataire concession ports de commerce, il pourra être procédé à un transfert du marché vers le nouveau concessionnaire. Le titulaire ne saurait refuser le transfert. En cas de non-transfert du marché au nouveau concessionnaire, le marché sera résilié par la CCI du Var de plein droit. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 22 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 23 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 24 – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 24.1 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

ARTICLE 24.2 – REFERENCE

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

ARTICLE 24.3 – ANNEXES DE L'ACCORD-CADRE

Les annexes au marché en font partie intégrante.

ARTICLE 24.4 – LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 24.5 - NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

ARTICLE 24.6 – MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 25 : CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est appliquée au présent accord-cadre.

Elle porte sur :

ARTICLE 25.1 – EVOLUTION DU NOMBRE DE SITES ENTRANT DANS LE PERIMETRE DU MARCHE

En cours d'exécution, le nombre de l'ensemble des sites pourrait évoluer en fonction de l'adjonction ou de la fin de mission de gestion d'un site confiée à la CCI du Var.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera cette évolution aux titulaires par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

ARTICLE 25.2 – CESSION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

ARTICLE 26 : EXCLUSIONS DU PERIMETRE DU MARCHE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent marché des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement du marché.

ARTICLE 27 : RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET/OU SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

ARTICLE 28 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent C.C.A.P déroge à l'article 1.2 du CCAG - FCS. A titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G.- FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. F.C.S
Documents contractuels	art. 2	art. 4.1
Assurance	art. 3	art. 9.2
Variation de prix	art. 6	art. 10.1
Pénalités – Clause pénale	art. 11-3	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Dérogations	art 28	art 1.2